

PRÉFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHÔNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LE DÉPARTEMENT ET LES COMMUNES

Marseille, le

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme DONKER

n° 84-30/86-82 A

HD/MG

A R R E T E

autorisant la Société des Liants Routiers du
Sud Est (LIRSE) à exploiter un atelier de fa-
brication de liants anhydres en zone industrielle
de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE

LE PREFET COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DE
LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
ET DU DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, relative aux
installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, pris
pour l'application de la loi susvisée,

VU la demande présentée par la Société des Liants
Routiers du Sud Est (LIRSE) en vue d'être autorisée à exploiter
à Port-Saint-Louis-du-Rhône, un atelier de fabrication de
liants anhydres,

VU les plans et notices annexés à cette demande,
VU l'avis du Directeur du Port Autonome de Marseille
en date du 13 janvier 1983,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture
en date du 17 janvier 1983,

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires
Sanitaires et Sociales en date du 7 février 1983,

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et
de l'Emploi en date du 15 mars 1983,

VU l'avis du Directeur Départemental de la Sécurité
Civile en date du 29 mars 1983,

VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle
ce projet a été soumis et l'avis du commissaire-enquêteur en
date du 8 avril 1983,

.../...

VU l'avis du Chef du Bureau de Défense en date du 20 avril 1983,

VU l'avis du Conseil Municipal de Port-Saint-Louis-du-Rhône en date du 20 mai 1983,

VU l'avis du Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République pour l'arrondissement d'Arles en date du 7 juillet 1983,

VU les avis et rapports du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche en date des 7 décembre 1982 et 7 novembre 1983,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en séance du 21 décembre, 1983,

CONSIDERANT que les nuisances liées à ces activités (pollution des eaux, de l'air, bruit, dangers d'incendie, déchets) ne sont pas de nature à faire obstacle à l'octroi de l'autorisation sollicitée,

CONSIDERANT qu'il y a lieu cependant de prévoir un certain nombre de mesures propres à réduire ces nuisances,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

A r r ê t e :

ARTICLE 1er. - La Société des Liants Routiers du Sud-Est (LIRSE) B.P. 82 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône est autorisée à exploiter un atelier de fabrication de liants anhydres, en zone industrielle de Port-Saint-Louis-du-Rhône - parcelle n° 15 - dont la capacité de production sera de 15000 T/an environ.

Les produits mis en oeuvre seront stockés dans des réservoirs cylindriques aériens dont les capacités sont les suivantes :

Produits Bruts

- 60 m³ de brai fluide (1ère catégorie-C1)
- 60 m³ de bitume 60/70 (D2)
- 60 m³ de bitume 80/100 (D2)
- 60 m³ d'huile 200/300 (2ème catégorie-C2)
- 45 m³ de fuel lourd (2ème catégorie-fuel lourd)

Produits finis

- 60 m³ de bitume fluxé (1ère catégorie-D1)
- 60 m³ de bitume goudron (1ère catégorie-D1)

Le classement des produits dans les différentes catégories est fait par assimilation à des hydrocarbures liquides de 1ère et de 2ème classe.

ARTICLE 2.- La présente autorisation est subordonnée au respect des prescriptions suivantes :

1°) Les nouvelles installations seront situées et aménagées conformément aux plans et notices joints à la demande notamment ceux numérotés :

- TE 20
- TE 23

2°) Toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Construction et implantation

3°) Les nouvelles installations seront construites et implantées conformément aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides de 1ère et 2ème classe de capacité fictive globale au plus égale à 1000 m³ annexées à l'arrêté ministériel du 19 novembre 1975, en particulier :

- la distance minimale entre les parois de deux réservoirs aériens doit être supérieure ou égale à 1,50 m.
- la distance entre le poste de déchargement de citernes routières et la paroi des réservoirs fixes doit être supérieure à 5 m.
- la distance entre le poste de chargement des citernes routières et la paroi des réservoirs fixes doit être supérieure à 15 m.
- la clôture de l'établissement, le hall de fabrication et la chaufferie doivent être situés à plus de 15 m du poste de chargement et des évacuations à l'air libre des systèmes de respiration, des soupapes et des extrémités des lignes de purge pour les hydrocarbures de 1ère catégorie.
- les réservoirs seront situés dans une cuvette de rétention étanche de 360 m³ dont la hauteur minimale des parois sera de 1 m., par rapport à l'intérieur de la cuvette.

La cuvette devra être divisée en deux compartiments au moins par un mur de 70 cm de hauteur minimale. Le volume de la cuvette sera toujours maintenu disponible.

4°) La largeur des issues du bâtiment ne devra pas être inférieure à 0,80 m.

5°) Les différentes portes séparant les bureaux, vestiaires et réfectoires du hall de fabrication seront en bois plein ou aggloméré de bois de 30 mm d'épaisseur au moins.

6°) L'accès à la chaufferie depuis le hall de fabrication sera supprimé.

Il pourra être maintenu s'il se fait par un sas ventilé avec des portes coupe-feu de degré 1/2 heure à fermeture automatique s'ouvrant vers l'intérieur du sas.

Prévention de la Pollution des Eaux.-

7°) Les égouttures de produits seront récupérées au niveau du poste de déchargement des véhicules citernes dans un bac de 1000 l installé à proximité.

8°) Les portiques de chargement des véhicules citernes seront équipés de bras munis de protection anti-égouttures.

9°) Les aires de chargement, de déchargement et les zones de pompage des produits bruts et finis seront étanches, délimitées et présenteront des formes de pentes pour collecter les eaux pluviales ou de lavage.

Ces eaux seront stockées dans une cuve enterrée de 5 m³ et reprises par pompage périodiquement pour être traitées par incinération avec les eaux résiduaires de l'usine voisine exploitée par la Société HUILES, GOUDRONS et DERIVES.

Une convention sera établie par les deux Sociétés et envoyée pour approbation à l'Inspecteur des Installations Classées.

10°) Les cuvettes de rétention des réservoirs seront rigoureusement étanches tant au fond qu'au niveau de leurs parois elles n'auront aucune ouverture pour l'évacuation des eaux de pluie qui pourraient s'y accumuler. Un puisard étanche permettra la reprise de ces eaux par pompage, en cas de nécessité, pour être traitées comme défini au paragraphe précédent.

11°) Le sol du hall de fabrication sera traité de façon imperméable. Les éventuels épandages seront récupérés dans un bac permettant leur recyclage.

12°) Il n'y aura aucun rejet d'eaux résiduaires au milieu extérieur à l'exception des eaux pluviales propres et des eaux sanitaires après traitement dans une fosse septique.

Prévention de la Pollution atmosphérique

13°) Le combustible brûlé dans la chaufferie sera du fuel lourd à basse teneur en soufre.

14°) La cheminée d'évacuation des gaz de combustion aura une hauteur minimale de 11 M.

15°) Toutes dispositions seront prises (températures réduites au minimum, fabrication en continu et en vase clos, etc...) pour éviter le rejet au milieu extérieur de gaz ou vapeurs susceptibles d'incommoder le voisinage.

Elimination des Déchets

16°) Les éventuels déchets produits par l'établissement seront éliminés dans des entreprises spécialisées rigoureusement autorisées à cet effet.

L'exploitant gardera tous les documents nécessaires pour justifier l'élimination satisfaisante de ces déchets pendant une période de deux ans au minimum.

Prévention des émissions de bruits

17°) L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit des installations relevant de la loi sur les installations classées lui sont applicables.

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969).

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Sécurité des Installations

18°) Le circuit de fluide caloporteur avec l'installation de combustion correspondante sera rigoureusement conforme aux prescriptions de l'arrêté type n° 120 joint au présent arrêté.

19°) Aucun épandage de produit dans la cuvette de rétention ou dans le caniveau de tuyauteries ne devra atteindre le hall de fabrication.

20°) Le matériel électrique utilisé sera de sûreté dans les zones "non-feu" établies sous la responsabilité de l'exploitant.

21°) L'interdiction de fumer ou d'apporter du feu sera matérialisée par des panneaux avec des caractères très apparents.

22°) La protection contre l'incendie des installations sera assurée conformément aux dispositions du titre V des règles techniques citées à l'article 2-3 ; en particulier :

- le débit d'eau réglementaire calculé conformément à l'article 54 de ces règles sera de 50 m³/h au minimum.
- la réserve de produit émulseur calculée suivant l'article 57-1 sera au moins égale à 700 l.

23°) Indépendamment des dispositions prévues par l'exploitant et figurant sur le plan TE 23 et la notice correspondante, les moyens complémentaires de lutte contre l'incendie seront définis en accord avec les Services Départementaux d'Incendie et de Secours.

Une attestation devra être délivrée par ces services justifiant de la conformité des moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

24°) Les consignes particulières de sécurité telles que précisées à l'article 61 des règles précédentes seront établies par l'exploitant.

ARTICLE 3.- L'exploitant devra, en outre, se conformer aux dispositions ;

a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,

b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,

c) du décret du 14 novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 4.- L'établissement sera soumis à la surveillance de la police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail. Il sera tenu à l'exécution de toutes mesures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 5.- En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 6.— La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de l'obligation de demander toutes autorisations administratives prévues par des textes autres que la loi du 19 juillet 1976.

Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence et de façon visible, dans l'établissement.

ARTICLE 7.— Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8.— Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement d'ARLES,
le Maire de Port-Saint-Louis-du-Rhône,
le Sous-Préfet, Directeur départemental de la Sécurité Civile,
le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche,
le Directeur départemental du Travail et de l'Emploi,
l'Inspecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours et
toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Pour Copie Conforme,
Le Chef de Bureau,



J. Thianne
Joséphine THOANNE

DESTINATAIRES :

- M. le Maire de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
"aux fins utiles"
- M. le Sous-Préfet Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement d'ARLES
- M. le Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Sécurité Civile
- M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche
- M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Chef du Bureau de Défense
- M. le Directeur du Port Autonome de Marseille

MARSEILLE, le 23 MARS 1984

Pour le Préfet
Commissaire de la République
Le Secrétaire Général,

Michel BESSE